

Éric Zemmour, candidat présidentiel : Le symptôme du mal français

Qu'il gagne la présidentielle ou non, Éric Zemmour a déjà réussi un exploit de taille : il a imposé ses lubies racistes dans le débat public français, obligeant chacun à se positionner par rapport à lui. Une victoire indéniable pour ses soutiens qui ne cessent de se réclamer de Gramsci et pour qui la bataille culturelle prépare, immanquablement, les victoires électorales à venir.

Par Lucie Delaporte, Mediapart

Depuis la rentrée, le polémiste d'extrême droite Éric Zemmour électrise la campagne présidentielle française. En guerre fratricide avec Marine Le Pen, il a réussi à imposer ses thèses racistes dans le débat public.

Après des mois de faux suspense, Zemmour a enfin officialisé sa candidature à l'élection présidentielle. Dans un clip de dix minutes, diffusé mardi 30 novembre sur les réseaux sociaux, l'ancien éditorialiste du Figaro et de CNews a annoncé qu'il était requis face à la situation tragique que connaît le pays. « *Il n'est plus temps de réformer la France, mais de la sauver. C'est pourquoi j'ai décidé de me présenter à l'élection présidentielle* ».

Imitant jusqu'au grotesque les images du Général de Gaulle à Londres, le candidat d'extrême droite s'est posé en rempart face à une immigration menaçant de détruire les fondements du pays. « *Nous ne nous laisserons pas dominer, vassaliser, conquérir, coloniser. [...] Nous ne nous laisserons pas remplacer* », déclame-t-il dans cette vidéo alors que défilent des images de violences urbaines extraites de chaînes d'infos en continu, présentant la France comme un pays à feu et à sang.

Depuis la rentrée, Éric Zemmour a monopolisé l'espace médiatique, bousculant le duel annoncé pour cette élection présidentielle entre la candidate du Rassemblement national Marine Le Pen et Emmanuel Macron. Dans une tournée des villes de France, officiellement menée pour assurer la promotion de son dernier livre *La France n'a pas dit son dernier mot*, les séances-dédicaces se sont peu à peu transformées en meetings politiques, les salles combles de fans se mettant presque à chaque fois à scander « *Zemmour président* » devant des forêts de micros et de caméras.



Qui est Éric Zemmour ?

Auteur de plusieurs best-seller depuis une dizaine d'années sur le déclin de la France – une France submergée par l'immigration, attaquée dans ses fondements par le féminisme, les revendications LGBT ou antiracistes (« le Suicide français », publié en 2014, s'est vendu à près de 500 000 exemplaires), Éric Zemmour était jusqu'il y a peu considéré comme une simple figure médiatique de la droite réactionnaire. Personne ne l'imaginait, à 63 ans, s'engager sur le terrain politique.

Apparu dans des émissions de télé grand public au milieu des années 2000, il est alors invité dans différents talk-show pour assurer la position de l'éditorialiste réactionnaire. Celui qui, à coup de saillies toujours plus transgressives, pourfend le « politiquement correct » et « met du piment » sur les plateaux de télé ou de radio. La chaîne publique France 2 reconnaîtra l'avoir embauché après son brûlot antiféministe « Le Premier sexe » (2006), qu'il définissait comme « *un traité de savoir-vivre viril à l'usage de jeunes générations féminisées* » et où il affirme, notamment, que « *l'homme est un prédateur sexuel, un conquérant* ».

Toutes ces dernières années, ses déclarations lui ont valu une fréquentation régulière des tribunaux. « *Pourquoi on est contrôlé dix-sept fois ?* », lance-t-il au sujet des contrôles au faciès réalisés par la police française... « *Parce que la plupart des trafiquants sont noirs et arabes, c'est comme ça c'est un fait* », affirme Zemmour en 2011 sur le plateau d'une émission grand public. Une sortie qui lui vaudra sa première condamnation pour provocation à la discrimination raciale, sans arrêter pour autant son ascension médiatique.

Ses obsessions identitaires se cristallisent autour de la question de l'Islam, particulièrement après la vague d'attentats qu'a connue la France depuis 2015. « *En Islam il n'y a pas de musulmans modérés, ça n'existe pas* », assure-t-il souvent. Un bon musulman français est un musulman qui se détourne de sa foi : « *Il faut leur donner le choix entre l'islam et la France* », affirme-t-il aussi dans *C à vous* en septembre 2016 car l'Islam n'est pas compatible avec la République, Éric Zemmour ne cesse de le répéter.

Il contribue à banaliser la théorie raciste du « grand remplacement », formulée par l'essayiste d'extrême droite Renaud Camus, selon laquelle le « remplacement » de la population blanche et chrétienne en Europe par une population subsaharienne et musulmane est en cours.

Né d'une famille rapatriée d'Algérie, Éric Zemmour a su devenir le porte-voix de tous les nostalgiques de la grandeur perdue de la France impériale, cette France coloniale qui imprègne encore aujourd'hui, de manière souvent inconsciente, l'imaginaire de nombreux français. Une France qui voit dans la progression du culte musulman en



France une « *colonisation à l'envers* », comme le décrit explicitement Zemmour, parlant ainsi à tous ceux qu'hante encore le fantôme de la guerre d'Algérie.

Féru d'histoire, celui qui abhorre les discours de « repentance » a reconstruit, de livre en livre, une histoire de France rêvée : des « Chevaliers » à Jeanne d'Arc en passant par Napoléon, l'empereur qu'il révère et auquel il ne manque pas de se comparer. Dans son travail de réécriture de l'histoire, qu'il distille dans ses livres comme sur les plateaux de télévision, il a surtout entrepris d'effacer l'infamie de la Collaboration en réhabilitant à de multiples reprises le Maréchal Pétain dont il affirme, notamment, qu'il aurait contribué à sauver des Juifs français en réhabilitant des thèses révisionnistes pourtant totalement discréditées par la communauté historique.

Le Pen contestée à l'extrême droite

Rien ne laissait croire, jusqu'à ces derniers mois, que ce trublion médiatique souhaiterait entrer un jour dans l'arène politique. La reconfiguration de l'espace politique français, avec l'élection de Macron qui a mis à terre le parti de droite classique et surtout l'évolution du principal parti d'extrême droite va pourtant lui offrir un espace politique.

Sous la présidence de Marine Le Pen depuis 2011, le Front national a tenté de faire sa mue pour devenir un parti « respectable ». Malgré un important socle électoral, la présidente du désormais nommé "Rassemblement national" sait que son parti qui comptait à sa création des sympathisants du régime nazi, fait peur à une majorité de français.

Ces dix dernières années, le RN a écarté méthodiquement des photos de familles les membres les plus radicaux du parti : identitaires, néofascistes, catholiques traditionnalistes sont priés de se faire discrets. Toute à son entreprise de « dédramatisation », Marine Le Pen polit son langage, et truffe ses discours de références consensuelles à la « République », la « laïcité » – des références à mille lieues du FN créé par son père. Elle opère aussi sur le plan économique un virage nettement plus social avec la défense de la retraite à 60 ans ou des services publics.

Étape ultime du processus de normalisation, Marine Le Pen exclut son père du parti qu'il a fondé, après une nouvelle sortie antisémite de sa part minimisant l'importance de la Shoah. Elle a donc renommé le parti en 2018 pour supprimer le mot « Front », jugé trop belliqueux, qu'elle remplace donc par « Rassemblement ».

En 2017, elle obtient 33% au second tour de l'élection présidentielle face à Emmanuel Macron, soit près de 11 millions de voix, le meilleur résultat jamais réalisé par le parti d'extrême droite qui semble n'avoir jamais été aussi près du pouvoir. Pourtant son



débat de son second tour complètement raté, qui a montré sa méconnaissance totale des dossiers, a instillé le doute chez ses électeurs comme dans son propre parti. Le RN est également cerné par les affaires judiciaires – affaire des assistants parlementaires, du prêt russe... – ce qui plane comme une menace pour l'avenir de Marine Le Pen. Ceux qu'elle a mis sur la touche car trop radicaux, préparent déjà la suite, persuadés que Marine Le Pen ne pourra jamais accéder au pouvoir.

Sa nièce Marion Maréchal, très populaire dans l'électorat frontiste, et qui représente ce courant plus identitaire et plus radical, ne veut pas se présenter contre sa tante et voit à plus long terme. Elle prend du champ et fonde une école de sciences politique pour se consacrer à la « bataille culturelle ». Ses amis lancent aussi une offensive dans le champ médiatique en investissant des journaux de droite comme Valeurs actuelles ou en créant leurs propres médias comme le Magazine L'incorrect.

Ils courtisent notamment la frange la plus conservatrice des catholiques, celle qui s'était mobilisée en masse contre le mariage pour tous en 2013 et qui se sent orpheline de candidat. Elle juge que les partis de droite, trop libéraux y compris sur les questions sociétales, l'ont abandonné. Elle ne se reconnaît pas en Marine Le Pen, mère divorcée, dont les plus proches collaborateurs sont homosexuels revendiqués et qui, jusqu'à récemment, reconnaissait être très éloignée de L'Église.

Lors d'un meeting organisé par les amis de Marion Maréchal, baptisé « Convention de la droite » qui s'est tenu à Paris en septembre 2019, Éric Zemmour commence à endosser les habits du tribun politique... « *C'est là que sa campagne a vraiment commencé* », reconnaît Erik Tegner, co-organisateur de ce meeting et ancien militant du RN qui a lancé au printemps une chaîne sur YouTube en soutien à sa candidature.

Zemmour tient ce jour-là un discours ultra-violent contre l'Islam et les musulmans dans un long discours retransmis en direct sur les chaînes d'info continu. Face à l'Islam mènerait en France une « *action de colonisation et d'occupation de portions du territoire français* », il faudra « *se battre* » pour ne pas disparaître. Un quasi-appel à la guerre civile.

Dans la salle est présente ce jour-là avec lui, toute une frange de l'extrême droite en rupture avec Marine Le Pen. Il y a ceux qu'elle a méthodiquement exclus – les identitaires les plus radicaux – et ceux qui se sont éloignés d'eux-mêmes, jugeant la candidate trop « à gauche » sur les questions économiques.

Des alliés de poids dans la bourgeoisie

Éric Zemmour, grisé par ses succès éditoriaux et poussé par sa jeune compagne Sarah Knafo, brillante haut fonctionnaire, se persuade peu à peu qu'il ne faut pas attendre et commence à se préparer. Il comprend qu'il aura le soutien de toute cette



extrême droite repoussée aux marges par une Marine Le Pen. Le journaliste du Figaro, qui tutoie une partie de la classe politique qu'il fréquente depuis des décennies, sait qu'il peut aussi compter sur le soutien d'un « bloc bourgeois » qui s'est toujours pincé le nez devant la famille Le Pen. Proche de Zemmour, l'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy Patrick Buisson a, de longue date, théorisé que pour arriver au pouvoir la droite nationale devait réunir « le bloc populaire » et « le bloc bourgeois ». Marine Le Pen qui réalise de très bon score chez les ouvriers et les employés reste malgré ses efforts à la peine dans les catégories supérieures.

Éric Zemmour bénéficie d'un autre allié de poids : le milliardaire Vincent Bolloré, qui a construit son immense fortune en Afrique dans les ports et le transport maritime, a décidé depuis quelques années d'investir dans les médias avec un projet politique clair. Il a notamment racheté la chaîne Itélé, filiale de Canal plus, qu'il renomme CNews avec l'ambition à peine dissimulée d'en faire une Fox News à la française. Proche des catholiques traditionnalistes, l'homme d'affaires porte ses convictions très à droite et entend bien peser sur la prochaine élection présidentielle.

Au lendemain du discours de la « Convention de la droite » – qui a choqué une grande partie de la classe politique – l'homme d'affaires décide d'offrir à Éric Zemmour une tribune quotidienne d'une heure dans une émission taillée à sa mesure. Les audiences décollent et le polémiste d'extrême droite réunit parfois près d'un million de téléspectateurs avides de ses analyses apocalyptiques comme de ses sorties au racisme le plus décomplexé. Pendant deux ans, le journaliste impose ses obsessions, mais surtout donne le tempo aux autres chaînes d'information en continue qui se mettent toutes à surcouvrir les questions d'immigration et d'identité selon l'agenda du futur candidat de l'extrême droite.

Une campagne médiatique qui s'éloigne du terrain

À bas bruits, sous l'impulsion de Sarah Knafo, une organisation s'est peu à peu mise en place pour préparer sa candidature. Il bénéficie aussi du soutien d'une équipe de jeunes militants proches de Marion Maréchal, qui ont beaucoup étudié la campagne de Donald Trump, et se montrent très offensive dans sa bataille de communication via les réseaux sociaux.

Avant l'été, cette équipe a créé une myriade de comptes sur Twitter, « Les jeunes avec Zemmour », « les femmes avec Zemmour », « les agriculteurs avec Zemmour » ... qui inondent le réseau social de messages en faveur de celui qui n'est pas encore candidat. En même temps, à la manœuvre Samuel Lafont, auparavant responsable de la communication digitale chez Les Républicains, connaît toutes les techniques pour se démultiplier sur la Toile, comme l'astroturfing qui permet de simuler des mouvements de masse sur internet à partir d'un nombre restreint de comptes. Sur le site de « Génération Z », le mouvement de jeunesse du candidat, on revendique le



modèle des « Keyboard warriors » que Trump avait remercié au moment de sa victoire, et on conseille aux militants d'investir tous les forums et les plateformes populaires chez les jeunes pour défendre leur candidat.

Malgré cette opération commencée en fanfare, avec le soutien d'une presse manifestement fascinée, la campagne d'Éric Zemmour connaît depuis quelques semaines ses premiers revers. Le passage d'une campagne médiatique et sur les réseaux sociaux à une campagne de terrain s'est fait dans la douleur. Les équipes de Zemmour ont fait appel pour organiser les meetings ou coller des affiches à des militants très radicaux : anciens de Génération identitaire, dissoute pour son activité de milice ou militants royalistes de l'Action française, donnant une image plutôt inquiétante de sa candidature.

Dénonçant la violence de son discours mais aussi le profil de ses soutiens, nombre de maires lui ont refusé des salles pour tenir meeting. Il n'a d'ailleurs pas encore obtenu les 500 parrainages de maires nécessaires pour se présenter à l'élection présidentielle et certains se demandent encore s'il pourra aller jusqu'au bout.

Les images de violences lors de son premier meeting comme candidat à Villepinte, dimanche 5 décembre, où des militants antiracistes et des journalistes ont été frappés, ont jeté une lumière crue sur les méthodes néofascistes de ses soutiens. Les accusations d'agressions sexuelles ou de comportements inappropriés de plusieurs femmes vont sans aucun doute resurgir dans la campagne.

La guerre de position

Qu'il parvienne ou non à se frayer un chemin dans la course d'obstacles qu'est l'élection présidentielle, Éric Zemmour a déjà réussi un exploit de taille : il a imposé ses lubies racistes dans le débat public obligeant chacun à se positionner par rapport à lui. Une victoire indéniable pour ses soutiens qui ne cessent de se réclamer de Gramsci et pour qui la bataille culturelle prépare, immanquablement, les victoires électorales à venir.

S'il échoue en 2022, la nièce de Marine Le Pen, Marion Maréchal, sait qu'elle pourra bénéficier de tout l'écosystème politique et médiatique qu'il a mis en place pour l'élection présidentielle de 2027.

Lucie Delaporte est journaliste à Mediapart en charge de l'extrême droite. Elle suit la recomposition des droites françaises pour le site d'investigation depuis 2016, après avoir suivi l'éducation et l'enseignement supérieur.

